COMPOSITION DE GÉOGRAPHIE

ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Martine GUIBERT, Alexandre SERRES

Durée : 6 heures

Coefficient : 3

Sujet - Risques et espaces forestiers dans le monde

Pour cette édition 2024, 111 copies ont été remises. La moyenne de l'épreuve atteint 10,03 et l'écart-type 3,75. En 2023, le nombre de copies était de 106, la moyenne de 10,27 et l'écart-type de 4,29. Les notes vont de 00/20 (les 2 copies des candidats qui se sont trompés d'épreuve) à 18/20. Le jury a eu la satisfaction d'attribuer la note de 18/20 à deux copies et celle de 17/20 à trois copies. Plus globalement, 52,25 % des copies atteignent ou dépassent la note de 10/20, ce pourcentage étant légèrement plus bas qu'en 2023 (54,7 %). 20 copies sur 111 ont une note au-dessus de 14/20 (soit 18,02 % du total, contre 24,5 % en 2023).

Ce bilan général montre cette année un léger tassement des notes, en comparaison avec les résultats de 2023 : le pourcentage de copies ayant obtenu une note égale ou supérieure à 10/20 reste stable et moins de copies ont obtenu une note d'au moins 14/20. Il y a donc plus de copies moyennes cette année que lors de la précédente édition. Ces résultats ne remettent pas en cause le constat d'un bon niveau général de la notation qui reflète la préparation rigoureuse réalisée pendant toute l'année ainsi que la capacité des candidates et candidats à construire des réflexions argumentées et illustrées par des exemples pertinents.

Le sujet « Risques et espaces forestiers dans le monde » était un sujet probablement plus exigeant qu'il n'y paraissait à la première lecture car il impliquait d'articuler ces termes avec finesse, dans une relation dialectique, sans oublier l'un des aspects du sujet, tout en adoptant un point de vue nuancé, réflexif, dépassant les clichés médiatiques. De plus, il nécessitait la prise en compte d'échelles variées et des jeux d'acteurs.

Le sujet appelait donc à prendre en compte la dimension spatiale des processus qui concernent les espaces forestiers, dans leur relation avec les sociétés humaines, qui habitent les forêts, qui sont en contact avec elles, ou qui en retirent des ressources ou bien des services écosystémiques, en se focalisant sur les risques en lien avec cette relation société-forêt. Dès lors, le principal écueil dans la compréhension du sujet a été de l'aborder par une naturalisation des espaces forestiers, parfois considérés comme des espaces non habités par les hommes, et soumis à des aléas naturels ou anthropiques les rendant vulnérables, sans effet pour les sociétés humaines. Or, la géographie est une science humaine qui prend en compte les interactions entre l'environnement et les sociétés. Elle n'adopte pas une approche bio-centrée, comme les sciences de la nature, et ne peut marginaliser les processus humains. Si une certaine conception de la géographie humaine a pu négliger les phénomènes physiques que la géographie de l'environnement permet précisément de réintégrer, il n'est pas question d'appréhender les processus spatiaux sans placer les sociétés au cœur de l'analyse. Ainsi, le sujet ne portait pas sur les perturbations ou crises écologiques des forêts, ou sur des aspects de botanique

forestière, ou bien sur la vulnérabilité intrinsèque des espaces forestiers, méconnaissant la notion de risque. Ici, la notion de risque devait apparaître de manière récurrente dans la problématique posée et qui donnait un axe de traitement et un fil conducteur à la démonstration.

Cette naturalisation des espaces forestiers, au-delà des représentations médiatiques induites, traduit surtout une maîtrise incomplète ou déficiente de la notion de risque, qui s'est révélée pénalisante. Le risque est l'un des concepts fondamentaux de la géographie, défini dès le secondaire, et que la lettre de cadrage demandait explicitement de maîtriser. À ce titre, nous encourageons les futurs candidates et candidats à porter une attention particulière aux concepts fondamentaux de la discipline. Le risque se définit classiquement par la combinaison d'un aléa et d'un enjeu ou d'une vulnérabilité pour les sociétés. Ainsi, sans enjeu ou vulnérabilité, le risque n'est pas caractérisé. Si une part croissante des risques sont d'origine anthropique, les sociétés en sont les premières victimes. Dès lors, les développements sur les dommages ou les menaces pesant sur les espaces forestiers, sans effet sur les sociétés humaines, n'entraient pas dans le cadre du sujet. Par ailleurs, toute dégradation des espaces forestiers ne constitue pas nécessairement un risque : il faut donc prendre la peine de le justifier à une échelle donnée.

En introduction, le jury rappelle l'absolue nécessité de définir tous les termes du sujet. Comme rappelé chaque année, cette étape est essentielle à la construction de la problématique. Cependant, la définition des termes ne consiste pas à plaquer des définitions, sans les envisager en lien avec le sujet. Ainsi, dans la notion de risque en relation avec les espaces forestiers, les aléas pouvaient être envisagés dans une acception large (des phénomènes météorologiques aux pollutions, en passant par des dynamiques de déforestation ou encore les conflits armés) et les enjeux devaient être caractérisés et étayés selon l'échelle (habitants de la forêt, habitants à son contact, usagers provisoires, habitants de la région ou de la planète) et le type de sociétés, renvoyant à des facteurs socio-économiques et de développement, révélateurs d'inégalités socio-spatiales, ou, le cas échéant, à des politiques publiques. De plus, il était judicieux de proposer une typologie, même sommaire, des risques, en distinguant les aléas endogènes ou exogènes, ou au minimum les aléas naturels ou anthropiques, même si ces catégories doivent être pensées en interaction, en raison des risques globaux. Il était également pertinent de différencier les manifestations multiples des risques de causes plus structurelles (périurbanisation, expansion spatiale des activités agricoles et d'élevage, changement climatique global...). En résumé, si les espaces forestiers ont été définis correctement dans la plupart des copies, le constat de leur diversité (forêt boréale, tempérée, tropicale, équatoriale) pouvait permettre d'associer des risques prédominants à ces différents espaces.

Les problématiques posées étaient généralement pertinentes ; cependant, dans les moins bonnes copies, le jury a constaté une faiblesse, les problématiques se révélant très descriptives, sans proposer une réelle réflexion ou une mise en dialogue des termes-clés du sujet. Or, la problématique se construit pas à pas depuis la définition des termes du sujet. Un défaut de problématisation affaiblit la dynamique de l'argumentation tout au long du développement et conduit *in fine* à un catalogue d'idées, de faits, d'exemples désarticulés et sans fil conducteur. Ainsi, les bonnes copies ont bien pris soin de choisir un axe de problématisation, de l'explicitier, de s'y tenir et d'y répondre : par exemple, des candidates et des candidats ont centré leur problématique sur l'aménagement durable, la transition forestière, la résilience, la territorialisation, les inégalités, le développement, la gouvernance, ... ce qui leur a permis d'interroger la relation entre « espaces forestiers » et « risques » dans une dimension (ou plusieurs) qui leur a semblé essentielle pour appréhender les effets de causalité entre risques et espaces forestiers, en lien avec la présence et l'action humaines. Rappelons qu'il est nécessaire d'opérer des choix et de délimiter un angle d'approche et de questionnement qui ne peut pas, de toute évidence, être exhaustif.

Le sujet demandait donc d'envisager les relations entre les deux notions de « risques » et d'« espaces forestiers », les deux étant proposées au pluriel, ce qui était à remarquer d'emblée, auxquelles était accolée l'expression « dans le monde », incitant à une approche multiscale. En effet, il s'agissait d'étudier les liens entre « risques » et « espaces forestiers », dans une relation de causalité et d'interactions à différentes échelles, du global au local. La plupart des copies ont généralement perçu le double sens du sujet induit par la conjonction « et » : les espaces forestiers et les sociétés à proximité sont exposés aux risques ou vecteurs de risques, mais les espaces forestiers peuvent limiter les risques pour les sociétés humaines. Le sujet présentait donc un double niveau d'analyse : 1/ l'étude, d'une part, des risques que les espaces forestiers font peser sur les sociétés des forêts ou sur les sociétés à leur contact (risques endogènes), et d'autre part, les risques que les sociétés peuvent faire peser sur les habitants des espaces forestiers ou à proximité (risques exogènes). 2/ les espaces forestiers peuvent être ou devenir des espaces à risque, même en l'absence d'hommes, du fait des services écosystémiques (services de soutien, de régulation, d'approvisionnement, et culturel) qu'ils rendent à l'humanité tandis qu'ils protègent les sociétés de certains risques. Si cette double relation a été restituée par la plupart des candidats, elle n'a parfois pas été explicitée avec rigueur et précision.

Enfin, la question de la réduction des risques par la territorialisation à différentes échelles était une piste intéressante, qui ne présentait cependant pas un caractère abouti dans la plupart des copies. Beaucoup de copies ont présenté des exemples d'aménagement des espaces forestiers destinés à réduire les risques, révélant les inégalités socio-spatiales et de développement en lien avec la gouvernance. Mais ces exemples n'étaient pas nécessairement organisés de manière pertinente (par exemple, par échelles, par type d'espaces forestiers, par type d'acteurs), débouchant sur un effet catalogue. Aussi les dispositifs de prévention des risques, qui reposent sur la sanctuarisation des espaces forestiers, doivent-ils au minimum poser la question de leur efficacité à moyen ou long terme. Des risques touchant de manière inégalitaire les populations peuvent entraîner de la conflictualité, et des conflits d'usage peuvent apparaître lors de la mise en place des dispositifs de prévention et de gestion des risques, et en freiner l'efficacité.

Beaucoup de copies ont présenté des développements bien construits et étayés d'exemples assez bien analysés (ont été évoqués les Landes, la Guyane française, le Costa Rica, l'Amazonie, l'Australie, etc.). Néanmoins, quelques copies se caractérisent par une accumulation d'exemples non organisés et sans fil conducteur. Les exemples doivent être précis et localisés, et véritablement insérés dans la démonstration. Il ne peut s'agir d'une simple évocation ou d'une accumulation d'exemples non développés. De plus, ils devaient être pris dans différents types de forêts et à différentes échelles dans la mesure du possible. De manière générale, le jury aurait apprécié une meilleure prise en compte des échelles, des types de forêts et des jeux d'acteurs. Ainsi, le type bioclimatique de forêt (boréale, tempérée, tropicale ou équatoriale) est à prendre en considération ainsi que leur situation à toutes les échelles, permettant d'envisager les relations avec les espaces à proximité ou en contact (urbains, périurbains, agricoles, industriels, littoraux,...), le niveau de développement des pays concernés (que ce soit au Nord ou au Sud) ainsi que les réalités démographiques et socio-politiques éclairant les dispositifs de prévention et de gestion des risques.

Dans le développement, la tendance, dans beaucoup de copies, à la naturalisation des espaces forestiers a entraîné des contre-sens ou des confusions dommageables. D'abord, dans certaines copies, les espaces sont désincarnés, déterritorialisés en quelque sorte car il n'est alors fait aucun cas des habitants de la forêt ou au contact des forêts, tandis que, dans le même temps, ces forêts naturalisées sont anthropomorphisées, faisant de ces espaces des acteurs à part entière. De nombreuses copies présentent des représentations de la forêt, notamment en citant des extraits d'œuvres littéraires, sans restituer les enjeux concrets pour les habitants face aux risques. Les espaces forestiers sont pourtant des lieux habités. Rappelons ici que selon l'ONU (FAO) en 2022, 4,17 milliards de personnes vivent à moins de 5 km

d'une forêt et 3,27 à moins de 1 km. Entre 300 et 500 millions de personnes dépendent des forêts pour survivre. Ensuite, « l'enjeu environnemental » des espaces forestiers devait être explicité. En effet, les espaces forestiers sont exposés à des aléas qui peuvent être sans conséquence à grande échelle pour les sociétés humaines mais qui les affectent à une échelle plus petite en raison des services écosystémiques assurés par les espaces forestiers. Ainsi, dégrader les espaces forestiers peut participer à une augmentation des risques globaux. La forêt est alors appréhendée comme espace-ressource ou bien commun. Les copies ne pouvaient cependant pas faire l'économie de cette explication, qui devait être clairement intégrée au raisonnement, pour éviter un inventaire à la Prévert des multiples « fragilités », « menaces » ou « vulnérabilités » des espaces forestiers, sans lien avec les sociétés humaines et l'habitabilité de la terre pour les hommes. De plus, aborder la question de la protection des espaces forestiers était pertinent mais encore fallait-il expliquer en quoi elle participe aux dispositifs de prévention des risques. Enfin, on rappellera que l'exploitation des espaces forestiers ne constitue pas systématiquement un risque à toutes les échelles et que l'absence d'entretien des espaces forestiers ne garantit pas nécessairement une meilleure prévention et gestion des risques.

En dernier lieu, le jury tient à rappeler aux candidates et candidats que l'on attend de leur part une prise de recul et de la distance critique concernant les discours et récits médiatiques, et en particulier concernant les feux et les incendies de forêts. Les propos alarmistes, sans chiffres précis, sans réflexion sur les échelles et les jeux d'acteurs, servent un imaginaire apocalyptique, qui ne peut avoir sa place dans les copies. Les feux et les incendies de forêt ne constituent pas nécessairement des risques. La culture sur abattis-brulis, pratique millénaire, permet un débroussaillage régulier, qui fait office de coupe-feu, et la repousse de certaines graminées pour le bétail. De plus, le feu permet dans certains cas de régénérer la forêt et certaines espèces sont pyrophiles comme le pin d'Alep. Il convient ainsi de faire preuve de prudence et de nuance sur ces questions, en prenant en compte la durée, la fréquence, l'intensité des feux ainsi que les types de forêts, les pratiques des acteurs, les échelles, et en contextualisant les causes et les conséquences des incendies. Le risque incendie est caractérisé non pas quand la forêt brûle mais quand les incendies menacent les sociétés, soit directement par le danger qu'il constitue pour les hommes et les biens, soit indirectement pour ses conséquences environnementales, dans le cas de feux provoqués et incontrôlés pour se défaire du couvert boisé à des fins d'exploitation future des terres.

Le jury a eu le plaisir de lire, dans la plupart des copies, des références pertinentes à des travaux de recherche. Les candidates et candidats ont utilement convoqué les écrits de Paul Arnould, Claude Raffestin, Martine Chalvet ou Guillaume Blanc sur les définitions et l'histoire des espaces forestiers, ainsi que Magali Reghezza-Zitt ou Christian Messier sur la notion de risque appliquée aux espaces forestiers. Par aire géographique, les copies ont principalement cité les auteurs suivants : Nicolas Barbier (États-Unis), Stefan Alscher (Île d'Hispaniola), Judith Klein et Michelle Dahome-Di Ruggiero (Guadeloupe), Fabrice Clerfeuille (Guyane), Hervé Théry et François-Michel Le Tourneau (Brésil), Renaud Cantegrel (Laponie), Christelle Méha (forêt de Sénart), Clément Dodane (forêt ardéchoise), Vincent Clément (Méditerranée), Jessica Meyer (Malawi), Sarah Bortolamiol, Marianne Cohen et Sabrina Krief (Ouganda), Cléo Voron (Thaïlande), Marc Dufumier (Laos), Amélie Robert (Vietnam). Sur des thématiques précises, les copies ont pu citer Alain Karsenty (forêts tropicales) ou Stéphanie Carrière, Edmond Dounias et Geneviève Michon (l'agriculture itinérante sur brûlis).

Concernant la production graphique, des candidates et des candidats ont su produire des croquis ou des cartes de synthèse fort intéressants alors que cet exercice n'était pas évident à réaliser eu égard au sujet et à l'échelle spatiale à considérer ; d'autres ont livré des schémas de botanique forestière hors-propos car non spatialisés. Le jury rappelle, comme chaque année, que les croquis doivent être accompagnés

d'un titre, d'une orientation et d'une échelle. Or, au moins l'un de ces éléments requis est absent dans plus de la moitié des copies. Le jury précise que le titre doit être écrit sur la carte, et non sur la légende. De plus, les règles de la sémiologie ne sont pas forcément respectées. Par exemple, seuls les figurés de surface hors hachures et points se font au crayon, tous les autres figurés aux feutres fins. De plus, des espaces ne peuvent être laissés en blanc ; un symbole ou un figuré de surface doit être attribué à tout le croquis ou à toute la carte. Plus globalement, le jury remarque cette année une originalité moins grande dans le choix des productions graphiques, et surtout la difficulté pour les candidats d'adapter les productions graphiques au sujet (croquis sur la Guyane, schémas sur l'évapotranspiration ou l'agroforesterie, souvent plaqués tels quels). Le jury rappelle qu'un bon croquis est un croquis qui s'inscrit pleinement dans l'argumentation. Intrinsèques au raisonnement géographique, les productions graphiques permettent de rendre compte des phénomènes spatiaux de manière concrète et synthétique. Enfin, sans exiger une grande précision, le jury attend que la morphologie des principaux espaces soit connue, et que ces derniers puissent être identifiés sans difficulté, surtout quand il s'agit de régions comme l'Amazonie ou de pays comme l'Inde.

Le jury note avec satisfaction une bonne expression écrite dans l'ensemble ; quelques copies contiennent des fautes, beaucoup de fautes, mais moins de copies sont concernées par les graves problèmes ortho-syntaxiques rencontrés l'an dernier. D'un point de vue formel, le jury rappelle qu'il est important de remettre des copies agréables à lire : calligraphie soignée, nouveau paragraphe avec un alinéa, texte aéré. Le jury a particulièrement remarqué cette année l'utilisation d'encre parfois trop pâles et des écritures difficiles à défricher avec des mots mal formés. De plus, certaines copies font preuve de formulations confuses et imprécises qui rendent la lecture difficile et font perdre le fil. Enfin, certaines copies sont longues, très longues, trop longues : le jury rappelle que la qualité d'une copie ne dépend pas de sa longueur.

Fort de l'ensemble de ces recommandations, le jury tient à souligner la grande qualité d'ensemble du travail fourni tout au long de l'année, à la fois par les candidates et candidats, et leurs préparatrices et préparateurs. Ils encouragent les futurs candidates et candidats à se forger une culture géographique, qui permet d'adopter un regard géographique sur les phénomènes étudiés.